

Normaliser l'islamisme politique

Des dernières déclarations du Chef de l'Etat au cours de sa première sortie médiatique, à plusieurs titres historique, il était clair que les autorités de transition s'acheminent vers une non reconnaissance du Parti de la Convergence Démocratique (PCD), sous le prétexte de son identification avec le courant "islamiste" et sa probable utilisation de l'Islam à des fins électoralistes et/ou partisans. La décision des autorités de transition confirmée depuis lors par les services du ministère de l'Intérieur procède sûrement d'une volonté de ne pas trop se singulariser dans un environnement international marqué par "la guerre contre le terrorisme" et son corollaire, la suspicion des puissants de ce monde à l'égard de tout ce qui est islamique. Autrement, il n'y a rien, à ma connaissance, d'explicite dans la constitution concernant l'interdiction des partis religieux, a fortiori de ceux qui se réclament simplement d'une mouvance islamique suffisamment élastique pour contenir un spectre assez large du paysage politique national. La loi, par contre, est plus explicite et ne donne pas de voie au chapitre aux organisations politiques qui s'arrogent le droit exclusif de s'exprimer au nom de l'Islam. Et même dans ce cas de figure, les dirigeants du PCD se défendent d'une quelconque exclusivité islamique et crient à qui veut l'entendre que leur parti n'est pas religieux ni islamique dans le sens de la lettre et de l'esprit de la loi.

Il est quelque peu regrettable qu'en cette période d'enthousiasme et d'excitation démocratiques, des Mauritanien se sentent déjà exclus d'un jeu aux règles duquel ils déclarent adhérer avec conviction. Je ne suis pas sûr qu'il s'agit de la d'une bonne décision, ni d'un choix stratégique tenable sur le long terme.

La Mauritanie est une République Islamique, et je ne crois pas que les pères fondateurs de notre jeune nation ont choisi ce dernier qualificatif par hasard ou par un quelconque désir d'exotisme, mais par une vision ambitieuse de ce que doit être notre mission et notre personnalité dans le concert des nations. Mais cette vision n'a jamais été clarifiée à un point où elle ne prête plus à confusion. Pour l'élite, c'est le terme République qui importe en référence à cette modernité incontournable, le moyen et la fin du développement recherché. Pour le peuple, c'est l'attribut islamique qui mobilise, excite et donne un sens à l'organisation communautaire. Il n'y a jamais eu de débat entre le peuple et son élite sur ces questions fondamen-

tales, à la base de tout développement durable centré sur le citoyen et son bien être. Il n'y a jamais eu de débat parce que la démocratie est restée une affaire d'élite, centrée sur le partage des ressources et non sur le peuple et le développement de ses capacités de création et d'imagination. D'où cette dichotomie entre une élite éduquée, aisée, émancipée, s'exprimant à l'aise dans les langues étrangères et tirant tous les bénéfices de la modernisation et des populations pauvres, mal et sous éduquées, s'exprimant parfois en arabe et plus dans les dialectes locaux, en proie à la maladie et à la souffrance et peu et/ou mal connectées au reste du monde. Dans ce contexte, la revendication islamique est populaire et peut même, à certains égards, représenter des dérives populistes. Mais elle ne peut être ignorée, combattue et exclue du champ politique sans accentuer la rupture entre l'Etat et des segments importants de la population, avec les risques de déstabilisation et de perte d'énergie que cela fait courir à la Nation.

D'autre part, il va bien falloir expliquer à nous-même et au reste du monde ce que notre république a vraiment de spécifique pour se coller l'étiquette islamique. Qui mieux qu'un débat franc et ouvert permettra d'élucider cette énigme et d'éviter les non-dits et les incompréhensions, à l'origine des méfiances et des conflits. Ce débat riche et varié a en outre une dimension universelle dépassant de loin les contours de notre jeune nation pour répondre à une exigence de mieux en mieux exprimée d'adapter la modernité à l'Islam ou l'inverse selon qu'on se trouve d'un côté ou de l'autre de la ligne de démarcation entre ces deux concepts. Nous ne pouvons faire l'économie d'un tel débat sans perdre une chance de contribuer positivement au dialogue des civilisations, perçu de plus en plus comme le dernier rempart à un conflit planétaire destructeur pour l'être humain. Nous avons la chance de vivre dans un pays où la violence religieuse n'a pas de racine historique depuis que les descendants des "moins guerriers" almoravides ont adopté un islam soufi plus tourné vers la perfection de l'âme que de l'application coûte que coûte de la Charia. Nous devons utiliser cette chance pour offrir à nous même et au reste du monde plus qu'un mimétisme de ce qui se passe autour de nous et promouvoir et afficher notre identité islamique enrichie des apports de la technologie, de la science et des autres cultures et civilisations avec lesquelles nous sommes en contact.

Après tout les Chrétiens démocrates viennent d'accéder à la chancellerie allemande, et il n'est un secret pour personne que le plus puissant pays du monde est dirigé par un Président qui prétend communiquer avec Dieu et un Parti Républicain largement dominé par un courant néo-conservateur à forte connotation religieuse. L'"entité sioniste", désormais fréquentable donne l'exemple d'une démocratie participative, au moins pour les juifs, ou les partis sionistes laïcs coexistent et gouvernent avec des partis religieux sans que personne ne trouve à y dire. L'Inde a connu ses plus spectaculaires bonds technologiques sous un gouvernement dirigé par des religieux hindous. La Palestine et l'Irak, sous occupation, expérimentent dans la douleur des processus démocratiques inclusifs où l'identité islamique est loin d'être refoulée. Plus près de nous, le Maroc et l'Algérie ont, chacun à sa manière, permis à des partis "islamistes" de voir le jour.

Depuis que les puissants de ce monde sont directement menacés par le terrorisme islamique, un effort sérieux est entrepris pour expliquer ce phénomène, la première étape pour son éradication. L'idée du lien organique entre le terrorisme et l'exclusion politique et économique est désormais largement établie. En Occident, des voix de plus en plus audibles provenant non seulement des milieux périphériques traditionnellement sensibles aux problèmes du tiers-monde, mais des sphères du pouvoir, s'élèvent pour demander une grande ouverture démocratique dans les pays musulmans, comme moyen de créer des alternatives crédibles pour détourner la jeunesse musulmane des appels "jihadistes". Ce débat à l'échelle mondiale nous concerne et il n'est pas inopportun de prendre les devants de la scène. Nous devons aller plus loin que nos voisins du Nord et permettre à tous les Mauritanien, quels qu'ils soient leurs opinions, de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de notre projet national. Il n'en sera que plus riche et notre adhésion n'en sera que plus renforcée. Je ne sous-estime pas le risque de cette manière de procéder, surtout en termes de sabotage intérieur et de méfiance de certains de nos partenaires étrangers. Mais "à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire". Nous devons vaincre nos peurs et se serrer les mains pour réussir cette aventure excitante et dangereuse de construction d'une nouvelle nation mauritanienne, par tous et pour tous.

MOHAMED OULD AHMED TOLBA
NEW YORK